

5. Les ministres ont pris note de l'énonciation complète des options de négociation dans le document que le directeur général du GATT, M. Arthur Dunkel, a établi récemment en sa qualité de président des négociations sur l'agriculture. S'ils se sont réjouis de ce que M. Dunkel se soit efforcé avant tout de susciter un consensus sur les instruments à utiliser pour réduire les mesures de soutien et de protection, les ministres se sont dits inquiets de voir que beaucoup d'autres questions politiques importantes restaient encore à régler avant même que l'on puisse déterminer la structure d'un accord. Ils ont donc jugé essentiel de faire passer les négociations à la prochaine grande étape, où des décisions pourraient être prises sur un cadre commun - prévoyant des méthodes transparentes - dans lequel négocier des réductions substantielles et progressives des mesures de soutien et de protection agricoles. Il n'est plus possible d'attendre encore une fois à la dernière minute pour prendre ces décisions.

6. Les ministres ont dit craindre que, si des négociations sur le fond ne sont pas engagées sans délai, il ne sera pas possible de conclure l'Uruguay Round. L'expérience de 1990 a montré qu'il est simplement irréaliste et contraire au but recherché de s'attendre à ce que des négociations complexes sur l'agriculture soient menées à bien en quelques semaines à seule fin d'amener les pays concernés à s'engager à conclure un accord définitif sur d'autres aspects importants de l'Uruguay Round. Dans ces circonstances, les dirigeants du Sommet doivent charger leurs négociateurs de prendre les décisions préliminaires nécessaires assez tôt pour qu'il soit possible de mener à terme l'Uruguay Round.

7. Par conséquent, les ministres du Groupe de Cairns ont pressé les chefs de gouvernement réunis au Sommet de donner de nouvelles instructions à leurs négociateurs et de s'engager personnellement à suivre la situation et à intervenir, si nécessaire, pour imprimer et maintenir cet élan essentiel au succès des négociations. L'heure n'est plus à l'étalage de bonnes intentions, qui, malheureusement, n'ont pas été mises en pratique jusqu'ici. Il presse de traduire les paroles en actes et de donner un sens aux engagements pris par les gouvernements à l'égard des objectifs établis lors du lancement de l'Uruguay Round, à Punta del Este, en 1986, tels qu'ils sont énoncés dans l'Examen à mi-parcours, soit «établir un système commercial juste et axé sur le marché»; procéder à des «réductions progressives et substantielles des mesures de soutien et de protection»; établir «des règles et disciplines du GATT plus fermes et plus efficaces». La réalisation de ces objectifs dépendait avant tout de la volonté politique des dirigeants des pays membres du Groupe des Sept de libéraliser le commerce.